

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Lot n°5 : Nettoyage et gestion des déchets

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de
l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France - Direction des
Routes Île-de-France (DRIEAT-IF)

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par
délégation de Monsieur le Préfet de Région d'Île-de-France, Préfet de Paris
(arrêté n°IDF-2023-04-04-00003 du 19/04/2023)

Objet de la consultation

Accord-cadre de travaux de voirie sur routes nationales et autoroutes
gérées par la DiRIF

Le présent CCTP comporte 9 pages.

ARTICLE 1. DONNÉES GÉNÉRALES	3
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Définitions des prestations à exécuter.....	3
 ARTICLE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	 3
2.1. Ramassage manuel et tri des détritrus légers.....	3
2.2. Ramassage et tri de déchets encombrants	4
2.3. Manutention mécanique et tri de déchets lourds.....	4
2.4. Nettoyage des ouvrages	4
2.5. Application d'un revêtement sur un ouvrage	5
2.6. Location de matériels spécifiques.....	5
2.7. Evacuation et traitement des déchets.....	7
Cas de refus au centre de traitement usuel.....	8
Pesée du contenu des bennes	8
2.8. Travaux non compris dans les prestations de l'entreprise	9

ARTICLE 1. DONNÉES GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

L'objet de ce marché consiste en la réalisation de travaux de voirie et réseaux divers sur routes nationales et autoroutes, pour les besoins des unités de maîtrise d'ouvrage de la DiRIF. Il permettra de réaliser des prestations ponctuelles classiques d'une opération DiRIF sans avoir recours à un nouveau marché. Les prestations sont de faibles ampleurs, généralement après les Inspections Préalables à la Mise en Service (IPMS) ou concernant des obligations du propriétaire.

1.2. Définitions des prestations à exécuter

Les prestations du présent lot sont celles nécessaires à la mise en propreté du réseau routier national, de ses dépendances et la gestion des déchets pour le compte du service de maîtrise d'ouvrage de la DiRIF. Elles comprennent :

- le ramassage des déchets sur le réseau,
- le nettoyage des dépôts sauvages provenant d'une occupation illégale de terrain,
- la déconstruction de structures légères,
- la mise en peinture et le nettoyage d'ouvrages,
- la location de matériels spécifiques,
- la gestion des déchets.

ARTICLE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations de mise en propreté du réseau routier sont définies ci-après :

2.1. Ramassage manuel et tri des détritrus légers

Le ramassage correspond à la récupération sous protection éventuelle de tous les petits détritrus (papiers, plastiques, verres, cartons et autres déchets légers) sur les zones de voies, les BAU, les TPC, les talus, ainsi que les dépendances.

Le ramassage est réalisé à l'aide de sacs de 100 litres remplis avec le lien fermé à 5 cm maximum du haut du sac.

Au cours des opérations de ramassage, sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, les équipes devront retirer la totalité des détritrus présent sur la zone. Il ne devra pas rester de déchets sur le sol. Sur une zone de 1 m², la zone ne devra pas présenter plus de 0,01 m² de déchets cumulés restants.

La zone de ramassage sera clairement identifiée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et sera mesurée à l'aide d'outils numériques sur un plan

ou à défaut sur une vue aérienne (Géoportail).

Le prix ne comprend pas l'élimination des déchets

2.2. Ramassage et tri de déchets encombrants (< 25kg par personne)

La manutention correspond au ramassage et à l'évacuation de déchets lourds (palettes, bidons en ferrailles, mobiliers usagers, et autres déchets légers lourds) sur les talus, ainsi que les dépendances. La limite de poids est de 25 kg par personne.

Les zones de ramassage seront clairement identifiées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et seront mesurées en place.

Le prix ne comprend pas l'élimination des déchets.

2.3. Manutention mécanique et tri de déchets lourds

La prestation consiste à déconstruire des structures légères (abris, caravanes désaffectées, ...) puis trier les déchets. Les engins mécaniques pourront également servir à manutentionner les encombrants trop lourds pour être ramassés manuellement.

L'ensemble des prix comprend les véhicules, le matériel et la main d'œuvre nécessaire.

Les emprises à déconstruire seront clairement identifiées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et seront mesurées en place.

L'entrepreneur devra adapter ses moyens aux difficultés d'accès sur les lieux, à la configuration du site et à la zone à nettoyer.

Le prix ne comprend pas l'élimination des déchets.

2.4. Nettoyage des ouvrages

Le prix comprend tous les frais de personnels et de matériels nécessaires au nettoyage de la chaussée après les interventions de nettoyage.

Cette prestation correspond au nettoyage d'un ouvrage quelle que soit sa taille sa nature (béton, métal, bois...).

Les prix du bordereau des prix doivent comprendre tous les frais de matériels, personnels, eau et détergent adapté si nécessaire, sans détérioration de la qualité du support. Cette prestation comprend le nettoyage du supporty compris toutes sujétions. Cette prestation est réalisée sans utilisation de nacelle.

Les surfaces à nettoyer seront clairement identifiées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et seront mesurées en place.

Le choix de la solution de nettoyage par haute pression ou par sablage restera au pouvoir adjudicateur.

2.5. Application d'un revêtement sur un ouvrage

2.5.1. Mise en œuvre d'un traitement anti-graffiti

Cette prestation correspond à la mise en œuvre d'un traitement anti-graffiti sur un ouvrage quelle que soit sa taille et sa nature.

Les prestations devront être conformes aux règles de l'art.

Les prix du bordereau des prix doivent comprendre tous les frais de matériels, personnels, et consommables. Cette prestation comprend le brossage, le ponçage, l'époussetage, le dégraissage du support si nécessaire, la mise en œuvre du produit conformément aux préconisations du fabricant. Cette prestation est réalisée sans utilisation de nacelle.

Les surfaces à traiter seront clairement identifiées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et seront mesurées en place.

2.5.2. Mise en peinture

Cette prestation correspond à la mise en peinture d'un ouvrage quelle que soit sa taille. Le BPU distingue les ouvrages en béton et les ouvrages métalliques.

Les prestations devront être conformes aux règles de l'art et au DTU 59.1.

Les prix du bordereau des prix doivent comprendre tous les frais de matériels, personnels, et consommables. Cette prestation comprend le brossage, le ponçage, l'époussetage, le dégraissage du support si nécessaire, la mise en œuvre d'un apprêt et la mise en peinture de l'ouvrage en deux couches compris toutes sujétions. Cette prestation est réalisée sans utilisation de nacelle.

Le choix du produit et de la teinte sera laissé au maître d'œuvre ou à défaut au maître d'ouvrage.

Les surfaces à peindre seront clairement identifiées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et seront mesurées en place.

2.6. Location de matériels spécifiques

Toute prestation de location peut être commandée de nuit, à ce titre une plus-value par nuit est appliquée en plus du prix de location.

La prestation débute à l'arrivée du matériel sur le site et se termine au départ du matériel. Une demi-journée est égale à un travail effectif de 4 heures sur site.

2.6.1 - Location d'une balayeuse automotrice aspiratrice

La prestation comprend le chauffeur. L'emprise sera communiquée à l'entreprise lors de la notification du bon de commande. Le maître d'ouvrage peut commander à la demi-journée ou à la nuit complète. L'entrepreneur a un objectif de résultat et non

de moyens.

2.6.2 – Curage de canalisation

La prestation comprend le chauffeur de l'hydro cureuse et un opérateur accompagnant. Le linéaire à nettoyer sera communiqué à l'entreprise lors de la notification du bon de commande. Le prix comprend la location du matériel, la main d'œuvre nécessaire, la mise en place, le balisage de sécurité, la manutention des tampons de regard, le curage et le nettoyage de l'emprise de travail.

L'hydrocurage consistera à nettoyer les canalisations à l'aide d'eau sous haute pression comprise entre 50 et 300 bars selon la nature des travaux à réaliser.

Le curage se poursuivra jusqu'à ce que l'écoulement soit clair et sans saccades.

Le maître d'ouvrage peut commander à la demi-journée ou à la nuit complète. L'entrepreneur a un objectif de résultat et non de moyens.

2.6.3 – Inspection vidéo de canalisation

Le linéaire à inspecter sera communiqué à l'entreprise lors de la notification du bon de commande. Le prix comprend la location du matériel, la main d'œuvre nécessaire, la mise en place, le balisage de sécurité, la manutention des tampons de regard, l'inspection des canalisations, la rédaction et l'envoi du rapport.

En amont des opérations de diagnostics, les réseaux et ouvrages seront entièrement nettoyés (collecteurs et branchements compris), par hydrocurage, avant inspection télévisuelle.

La prestation d'inspection télévisuelle des canalisations d'assainissement vise à détecter les anomalies suivantes :

- Anomalies d'assemblage : déboîtements, déviations angulaires, épaufrures, joints visibles et bagues de butée mal placées
- Anomalies de géométrie : changements de section, de pente (avec évaluation des flashes), d'orientation et coudes.
- Anomalies d'étanchéité visibles : infiltrations et exfiltrations.
- Fissures (circonférentielles, longitudinales...)
- Les déformations : effondrements, écrasements, affaissements de voûte, éclatements, ovalisation (avec évaluation pour les matériaux déformables), perforations et poinçonnements.
- Les obstructions et obstacles : sédiments, éléments extérieurs, pénétrations de racines, masques et pénétrations de branchements.
- Les défauts de l'intrados : défauts d'aspect, armatures visibles et détérioration de revêtement.
- Les raccordements de branchements : en précisant leurs positions, types et défauts
- Branchements non-conformes et/ou infiltrations d'eaux parasites
- Présence de matériaux amiantés (constat visuel)

(Liste non-exhaustive)

Le type de chaque raccordement sera décrit et précisé, chaque défaut de raccordement sera photographié. Les défauts répertoriés par la norme NF EN 13 508-

2 et piquages par carottage devront être photographiés.

L'ensemble des conduits extérieurs devront être investigués par méthode télévisée. Dans le cas d'impossibilité d'investigations, ces dernières devront être justifiées et matérialisées sur un plan dédié.

L'organisme de contrôle fournira sur support numérique, en complément du rapport, un tableau de synthèse des défauts constatés codifiés selon la norme EN 13 508-2. L'organisme de contrôle à travers son rapport établit un constat, ce document sera une base pour assister le titulaire dans la définition des mesures à prendre.

Le maître d'ouvrage peut commander à la demi-journée ou à la journée complète. L'entrepreneur a un objectif de résultat et non de moyens.

2.7. Evacuation et traitement des déchets

La prestation comprend la mise à disposition de bennes à déchets vides simples ou étanches et adaptées aux déchets polluants de 8m³, 15m³ ou 30m³ sur site, l'évacuation et le traitement des déchets.

Les bennes seront ouvertes de type ampliroll ou similaire.

Classification des déchets

Ci-après, la classification générale des déchets générés par les chantiers de travaux publics (Source : Nomenclature des déchets : Annexe de la décision 2000/532/CE).

o Classe 3 : Inertes

Les déchets inertes (ne se décomposant pas, ne brûlant pas et ne produisant aucune réaction physique, chimique ou biologique de nature à nuire à l'environnement) et autres déchets admissibles en centre de stockage inerte (classe III) recyclage :

- Matériaux naturels non souillés ;
- Déchets de gros œuvre et/ou de démolition ;
- Terres et matériaux de terrassement ;
- Fibre-ciment sans amiante non souillé ;
- Céramiques non souillées
- Certains matériaux enrobés et coulés, sans goudron ;
- Plâtre.

o Classe 2 : Banals – DIB – DMA

Les déchets banals sont les déchets qui ne sont ni inertes, ni

dangereux. Recyclage ou incinération après tri.

Incinération DMA avec valorisation énergétique/stockage en CET II :

- Emballages de toutes natures non souillés (valorisation obligatoire : stockage interdit) ;
- Métaux non souillés ;
- Câbles ;
- Matières plastiques ;
- Fibres végétales, animales et synthétiques ;
- Laines minérales, laitiers ;
- Verre ;
- Certains bois traités, panneaux de particules, placages, chutes ;
- Produits de synthèse, complexes d'étanchéité bitumineux, caoutchouc, thermoplastiques....
- Matières plastiques composites, expansées, stratifiées, contrecollées ;
- Matériaux de construction contenant de l'amiante avec liant non minéral (ex : vinylamiante) ;
- Certaines peintures et vernis sans solvant, secs ;
- Matériaux secs souillés de peintures, vernis ou colles.
- Pneumatiques

◦ **Classe 1 : Dangereux – D – DIS**

Contenant des substances dangereuses pour l'Homme et l'Environnement ;
Élimination en centre de traitement spécialisé et/ou stockage en CET I

- Amiante et produits dérivés ;
- Certains bois traités (CCA, créosote...) ;
- Peinture et vernis ;
- Colles animales, végétales synthétiques ;
- Solvants, diluants, mastics ;
- Matériaux non secs souillés de peinture, vernis, colles... ;
- Huiles usées de toutes natures ;
- Abrasifs, détergents ;
- Absorbants, filtres, essuyages, protections souillés ;
- Goudrons, brais, coaltar ;
- Agents de soudage, brasage ;
- Agents de protection : anti-corrosifs, adjuvants de bétons, agents de préservation du bois, ignifugent... ;
- Accumulateurs et piles.

Cas de refus au centre de traitement usuel

En cas de refus au centre de traitement usuel, l'évacuation et le traitement seront à la charge du collecteur dans une unité autre. La main courante et le constat commun permettront d'appliquer le prix du marché correspondant.

Pesée du contenu des bennes

Tous les bons de pesée doivent comporter des éléments facilement identifiables et seront fournis au maître d'ouvrage concerné selon une fréquence régulière. Les bons de transports justifiant le nombre de camions utilisés par le titulaire pour l'évacuation des déchets devront également être transmis au maître d'ouvrage. Les bons de pesée et de transport doivent être transmis dans un délai de 7 jours à l'arrondissement.

Il sera privilégié les camions qui pourront estimer les tonnages lors de l'enlèvement des déchets. Ce dispositif permettra de comparer les valeurs estimées et les bons de pesée.

2.8. Travaux non compris dans les prestations de l'entreprise

Le balisage destiné à protéger le chantier de la circulation, soit par neutralisation d'une voie, soit par fermeture d'un axe ou d'une bretelle n'est pas compris dans les prestations de l'entreprise.

Le balisage est assuré par les services de la DiRIF ou par une entreprise rémunérée et encadrée par la DiRIF.